



AGGLO DU  
**SAINT  
QUENTINOIS**

**Agglomération du Saint-Quentinois**

58 boulevard Victor Hugo

02 100 SAINT-QUENTIN

Tél. : 03 23 62 82 82

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION  
ENVIRONNEMENTALE UNIQUE**

**1 - DOSSIER ADMINISTRATIF**

Extension du Parc animalier du Parc d'Isle de  
**SAINT-QUENTIN**



**B3E – REIMS**

17, rue Ferdinand Hamelin

51 450 BETHENY

Tél. 03 26 35 26 80 - Fax. 03 26 06 42 58



## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>1 LETTRE DE DEMANDE.....</b>	<b>5</b>
<b>2 LISTE DES ESPECES DEMANDEES .....</b>	<b>6</b>
<b>3 IDENTITÉ DU PÉTITIONNAIRE.....</b>	<b>9</b>
3.1 Demandeur : Personne morale .....	9
3.2 Rédaction du dossier .....	10
3.3 Noms, qualités et qualifications des experts .....	11
<b>4 SITUATION DU PROJET PAR RAPPORT A LA REGLEMENTATION.....</b>	<b>14</b>
4.1 cadre réglementaire .....	14
4.2 Application de la nomenclature.....	14
<b>5 ARRÊTÉ DU 25 MARS 2004 .....</b>	<b>17</b>
<b>6 RAISONS DU CHOIX DU PROJET .....</b>	<b>18</b>
6.1 Objectifs du projet et raisons du projet.....	18
6.2 Gestion des eaux .....	18
6.3 Gestion des déjections animales.....	18
<b>7 FICHE DE COMPLÉTUDE DU DOSSIER D'AUTORISATION .....</b>	<b>19</b>
7.1 Fiche d'analyse de la régularité du dossier d'autorisation .....	19
7.2 Fiche d'analyse de la complétude du dossier d'environnementale .....	21
7.2.1 Étude d'impact.....	22
7.3 Fiche d'analyse de la complétude pour une Installation Classée.....	23
<b>ANNEXES .....</b>	<b>27</b>

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 Délibération pour le projet du parc animalier .....	28
Annexe 2 Réponse à la demande d'examen cas par cas .....	29



## PREAMBULE

**Le présent dossier concerne la demande d'autorisation environnementale unique au titre du Code de l'Environnement relative au projet d'extension du parc animalier du parc d'Isle Jacques Braconnier à Saint-Quentin.**

Selon l'article 10 de la Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006, la création de zones imperméabilisées peut être soumise à autorisation ou à déclaration en raison des rejets d'eaux pluviales engendrées. Le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 abrogeant le décret n°93-742 du 29 mars 1993 et le décret n°93-743 du 29 mars 1993, c'est actuellement le Code de l'Environnement qui définit la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration.

En tant que parc présentant au public des animaux d'espèces non domestique, **le projet est classé Installation Classée pour la Protection de l'Environnement sous le régime de l'autorisation.**

Selon l'article L122-1 du Code de l'Environnement, « les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact. »

L'article L.122-1 a introduit la prise en compte de façon systématique des préoccupations d'environnement pour les projets publics ou privés d'aménagement ou de travaux. Cette prise en compte de l'environnement doit se matérialiser par une **NOTICE D'IMPACT** pour les projets qui, en raison de leur importance, sont de nature à entraîner des incidences notables sur l'environnement.

Le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance des travaux et aménagements projetés et avec leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

Le présent dossier comprend l'ensemble des éléments demandés dans le dossier d'autorisation environnementale unique, à savoir :

Extrait de l'article R.181-13 du Code de l'Environnement :

La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :

- 1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- 2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ;
- 3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ;
- 4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou



d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ;

- 5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14 ;
- 6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ;
- 7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;
- 8° Une note de présentation non technique.



## 1 LETTRE DE DEMANDE

Agglomération du Saint-Quentinois  
58 boulevard Victor Hugo  
BP 80352  
02108 SAINT-QUENTIN

Monsieur Le Préfet  
Préfecture de l'Aisne  
2 Rue Paul Doumer,  
02000 Laon

Monsieur Le PRÉFET

Je soussigné Monsieur Xavier BERTRAND, Président de l'Agglomération du Saint-Quentinois ai l'honneur de solliciter de votre part une autorisation pour l'exploitation du parc d'Isle à Saint-Quentin, établissement fixe présentant au public des animaux d'espèces non domestiques, appartenant à la rubrique N°2140 des Installations classées pour la protection de l'environnement.

La liste des espèces concernées est présentée dans le tableau présent à la page suivante. Elle complète la liste des espèces déjà autorisées par l'arrêté N°FSC/AO/2016/03.

Cette démarche est nécessaire pour assurer sur le plan administratif, l'organisation, le fonctionnement et le développement de la structure.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des informations que j'apporte dans ce dossier.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes plus respectueuses salutations.

Monsieur Xavier BERTRAND  
Président de l'Agglomération  
Du Saint-Quentinois



## 2 LISTE DES ESPECES DEMANDEES

Famille	Nom scientifique	Nom commun
<b>Classe des mammifères</b>		
<b>Primates</b>		
Lémuridés	<i>Lemur catta</i>	Maki catta
	<i>Varecia variegata</i>	Vari Noir et Blanc
	<i>Varecia rubra</i>	Vari Roux
	<i>Eulemur rubriventer</i>	Lémur à ventre roux
	<i>Eulemur coronatus</i>	Lémur couronné
	<i>Eulemur mongoz</i>	Lémur mongoz
	<i>Eulemur griseus</i>	Hapalémur gris
Callitrichidés	<i>Saguinus midas</i>	Tamarin à mains rousses
	<i>Saguinus imperator</i>	Tamarin empereur
	<i>Callimico goeldii</i>	Tamarin de Goeldi
	<i>Leontopithecus chrysomelas</i>	Tamarin Lion à tête dorée
	<i>Leontopithecus rosalia</i>	Tamarin lion doré
	<i>Saguinus labiatus</i>	Tamarin à lèvres blanches
	<i>Callithrix geoffroyi</i>	Ouistiti de Geoffroy
	<i>Callithrix jacchus</i>	Ouistiti à pinceaux blancs
	<i>Cebuella pygmaea</i>	Ouistiti mignon
Cébidés	<i>Saimiri boliviensis</i>	Saïmiri à tête noire
	<i>Saimiri sciureus</i>	Saïmiri écureuil
<b>Carnivores</b>		
Herpestidés	<i>Suricata suricatta</i>	Suricate
	<i>Cynictis penicillata</i>	Mangouste jaune
Mustélidés	<i>Aonyx cinerea</i>	Loutre cendrée
	<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe
Canidés	<i>Cuon alpinus</i>	Dhole
Ailuridés	<i>Ailurus fulgens</i>	Panda roux
<b>Cetartiodactyles</b>		
Bovidés	<i>Tragelaphus angasii</i>	Nyala
	<i>Tragelaphus speki</i>	Sitatunga
Suidés	<i>Potamochoerus porcus</i>	Potamochère d'Afrique
<b>Rongeurs</b>		
Dasyproctidés	<i>Dasyprocta sp</i>	Agouti sp.
<b>Diprotodontes</b>		
Macropodidés	<i>Macropus rufogriseus</i>	Wallaby de Bennet
	<i>Wallabia bicolor</i>	Wallaby des marais



Classe des oiseaux		
Psittaciformes		
Psittacidés	<i>Ara chloropterus</i>	Ara chloroptère
	<i>Ara ararauna</i>	Ara bleu et jaune
	<i>Ara macao</i>	Ara macao
	<i>Ara militaris</i>	Ara militaire
	<i>Ara glaucogularis</i>	Ara canindé
	<i>Primolius maracana</i>	Ara d'illiger
	<i>Amazona aestiva</i>	Amazone à front bleu
	<i>Amazona amazonica</i>	Amazone à ailes orange
	<i>Pionus sp</i>	Pione sp
	<i>Aratinga sp</i>	Conure sp
Casuariiformes		
Dromaiidés	<i>Dromaius novaehollandiae</i>	Emeu d'Australie

Classe des reptiles		
Testudinés		
Testudinidés	<i>Chelonoidis carbonaria</i>	Tortue charbonnière
	<i>Testudo hermanni</i>	Tortue d'Hermann
	<i>Testudo graeca</i>	Tortue grecque
	<i>Centrochelys sulcata</i>	Tortue sulcata
Emydidés	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe



Classe des poissons		
Cypriniformes		
Cyprinidés	<i>Rutilus rutilus</i>	Gardon
	<i>Scardinius erythrophthalmus</i>	Rotengle
	<i>Abramis brama</i>	Brème commune
	<i>Blicca bjoerkna</i>	Brème bordelière
	<i>Leuciscus leuciscus</i>	Vandoise
	<i>Squalius cephalus</i>	Chevesne
	<i>Alburnus alburnus</i>	Ablette
	<i>Carassius carassius</i>	Carassin
	<i>Cyprinus carpio</i>	Carpe commune
	<i>Tinca tinca</i>	Tanche
	<i>Gobio gobio</i>	Goujon
	<i>Rhodeus sericeus</i>	Bouvière
Gasterosteiformes		
Gastérostéidés	<i>Gasterosteus aculeatus</i>	Epinoche
Scorpæniiformes		
Cottidés	<i>Cottus gobio</i>	Chabot
Esociformes		
Esocidés	<i>Esox lucius</i>	Brochet
Perciformes		
Percidés	<i>Perca fluviatilis</i>	Perche commune
	<i>Sander lucioperca</i>	Sandre
Centrarchidae	<i>Micropterus salmoides</i>	Black-bass





### 3 IDENTITÉ DU PÉTITIONNAIRE

#### 3.1 DEMANDEUR : PERSONNE MORALE



**Dénomination :** Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois

**Forme juridique :** Communauté d'Agglomération

**SIRET :** 20007189200018

**Adresse du siège social :** 58 boulevard Victor Hugo  
BP 80352  
02 108 SAINT-QUENTIN

**Téléphone :** Tél. : 03 23 62 82 82

**Qualité du signataire de la demande :**

Monsieur Xavier BERTRAND,  
Président de la Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois

**Responsable du dossier :**

M. Vincent REVEL, Directeur de l'Environnement et  
des Espaces Verts  
Tél. : 03 23 06 31 70  
Portable : 06 84 95 26 52  
Courriel : [vincent.revel@casq.fr](mailto:vincent.revel@casq.fr)

Concernant les capacités financières du demandeur, la délibération pour le projet de parc animalier précise les partenaires financiers.

Quant aux compétences techniques, la Communauté d'Agglomération dispose de la compétence « Environnement » au sein des communes de l'agglomération. Cette compétence inclut la gestion, la protection et la mise en valeur du parc d'Isle Jacques Braconnier, situé en partie dans la Réserve Naturelle Nationale des Marais d'Isle.



### 3.2 REDACTION DU DOSSIER

La présente étude a été réalisée par l'agence de Reims du Bureau d'Études Eau et Environnement - B3E :



B3E Reims  
Agence de Reims  
17 rue Ferdinand Hamelin  
51450 BETHENY

La note zootechnique a été rédigée par Matthieu VILLERETTE, Conseiller zootechnique, professionnel libéral.

44bis rue Rémy Dumoncel - 77210 AVON.

Tél. : 06 28 33 56 93 - Email : [matthieu.villerette@bbox.fr](mailto:matthieu.villerette@bbox.fr)






Les contraintes zootechniques, les fiches enclos ont été élaborées par Fox Consulting - Expertise zoologique et zootechnique - 8 rue de l'Aqueduc 67500 Haguenau




Ce document a été élaboré en collaboration avec l'équipe porteuse du projet et notamment les capacitaires qui seront en charge des animaux.




### 3.3 NOMS, QUALITES ET QUALIFICATIONS DES EXPERTS

ORGANISME ENTREPRISE	INTERVENANT
<b>MAÎTRISE D'OUVRAGE</b>	
 <b>AGGLO DU SAINT-QUENTINOIS</b> <b>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU SAINT-QUENTINOIS</b> 58 boulevard Victor Hugo BP 80352 02 108 Saint-Quentin	<b>M. Xavier BERTRAND</b> Président de la Communauté d'Agglomération
	<b>M. Matthieu GRESSIER</b> Directeur Général des Services
	<b>M. Vincent REVEL</b> Directeur de l'Environnement et des Espaces Verts Chef de projet Parc animalier
	<b>M. David LACAVE</b> Directeur d'exploitation du Parc d'Isle Chef de projet Parc animalier
	<b>M. Gilles REGNAULD</b> Directeur de la Proximité Coordinateur travaux Parc animalier
	<b>Mme Sandrine LEMAIRE</b> Responsable animalière du parc
	<b>Mme Martine BIENAIMÉ</b> Directrice de l'Urbanisme, Voirie-Travaux neufs
	<b>M. Thierry DOBRZYNSKI</b> Directeur des Équipements communaux et communautaires
	<b>M. Jérôme LASSEAUX</b> Directeur de l'agence de l'eau et de l'assainissement
<b>ASSISTANCE MAÎTRISE D'OUVRAGE</b>	
 B3E - Reims 17 rue Ferdinand Hamelin 51 450 Betheny Tél. : 03 26 35 26 80	<b>M. Franck BOULARD</b> Chef d'Agence Chef de projet
	<b>Mme Dorothee SACREZ</b> Ingénieure d'études Assistante-chef de projet
	<b>M. Fabian MAYER</b> Ingénieur d'études Chargé d'études
 Matthieu VILLERETTE 44 bis rue Rémy Dumoncel 77210 AVON Tél. : 06 28 33 56 93	<b>M. Matthieu VILLERETTE</b> Conseiller en gestion technique et administrative des animaux sauvages en captivité <b>Conseiller Zootechnique</b>



ORGANISME ENTREPRISE	INTERVENANT
<b>ASSISTANCE MAÎTRISE D'OUVRAGE – ÉLABORATION DU PLAN DIRECTEUR</b>	
<b>SOCIÉTÉ MÉDIÉVALE - AFD</b> 12 quai du Maréchal Joffe 69002 LYON	<b>Mme Guillemette GARDETTE</b>
	<b>Mme Kathel HOUZE</b> Ingénieure d'études
<b>SA PARC ZOOLOGIQUE ET DE LOISIRS DE THOIRY</b> Rue du Pavillon de Montreuil 78770 THOIRY	<b>M. Olivier MELIZ</b> Président du directoire
<b>ASSISTANCE MAÎTRISE D'OUVRAGE – ÉLABORATION DU PLAN DIRECTEUR</b>	
<b>SELARL D'ARCHITECTURE R. FEASSON – G. GAGNAL ET R. GOULOIS</b> 42 rue de la République 42400 SAINT-CHAMOND	<b>M. Georges GAGNAL</b> Gérant
<b>ATELIER SEMPERVIRENS</b> 2 rue du Perrier 26250 LIVRON-SUR-DROME	<b>M. Michel FLORIN</b> Paysagiste
<b>CM ÉCONOMISTE</b> Immeuble le 912 6 rue de Molina 42000 SAINT-ETIENNE	<b>M. Christophe CHENEVIER</b> Co-gérant
	<b>M. Jérôme MOCHKOVITCH</b> Co-gérant
<b>MAÎTRISE D'ŒUVRE – GROUPEMENT ALTANEO</b>	
<b>ALTANEO ARCHITECTURE</b> 38 rue de Colonel Fabien 02100 SAINT-QUENTIN	<b>M. Valérian PLETS</b> Architecte DPLG
	<b>M. Benoît ALVAREZ</b> Architecte DE/DPEA Post-Carbone
	<b>Mme Céline BEAUGRAND</b> Assistante administrative
 <b>FOX CONSULTING</b> 8 rue de l'aqueduc - 67 500 HAGUENAU	<b>M. Jonas LIVET</b> Zoologue
<b>AGENCE URBA FOLIA</b> Paysagiste et VRD 63 avenue de Canteleu 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	<b>M. Alain DUTHOIT</b> Architecte-paysagiste
	<b>M. Christophe GUEMAPPE</b>
<b>LGI STRUCTURE CONCEPT</b> ZAC du Bois de la Chocque 15 avenue Archimède - Bât. le Sillage 02100 SAINT-QUENTIN	<b>M. Vincent GOTUWKA</b> BE Structure Ingénieur – Chef de projet
<b>ENERGETHIK</b> 1221 rue Gambetta 02200 COURMELLES	<b>M. David BRIQUET</b> BE Fluide Ingénieur – Chef de projet



ORGANISME ENTREPRISE	INTERVENANT
<b>CONCESSIONNAIRES, PARTENAIRES DOMAINE PUBLICS</b>	
 50, Boulevard de Lyon 02011 LAON CEDEX Tél. : 03 23 24 64 00 Fax : 03 23 24 64 01	<b>M. Thomas BOSSUYT</b> Responsable ICPE
	<b>Mme Nathalie GERZAGUET</b> Gestion ICPE
	<b>M. Julien BOSSE</b> Charge de mission Biodiversité Natura 2000
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS</b> Pôle d'activités du Griffon 80 rue Gilles de Gennes 02000 BARENTON-BUGNY	<b>Mme Bénédicte SCHMITZ</b> Directrice départementale
	<b>Mme Brigitte ROY</b> Chef du Service Santé et protection animale
	<b>M. Fabien CARNIEL</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT</b> DREAL Huats de France 44 rue de Tournai CS40259 59019 LILLE CEDEX	<b>Mme Yvette BUCSI</b> Service IDDEE Pôle Autorité environnementale
	<b>M. Frédéric BINCE</b> Service Eau et Nature Responsable Pôle Nature et Biodiversité
<b>ENTREPRISES - ÉTUDES PRÉALABLES</b>	
<b>KIETUDES</b> 102/F5 Bd Montesquieu 59100 ROUBAIX	<b>M. Rodolphe DELAPORTE</b> Directeur Impact Acoustique
<b>EGIS</b> 70, rue Pierre Duhem 13856 Aix-en-Provence	<b>M. Christian COSTE</b> Responsable de site Impact Odeur
<b>AUTRES</b>	
<b>AFDPZ</b> <b>ZOOPARC DE BEAUVAL</b>	<b>Mme Cécile ERNY</b> Directrice  <b>M. Pascal Leduc</b> Géomètre expert  <b>M. Jean-Marc GALLET DE SAINT-AURIN</b>
<b>CABINET PASCAL LEDUC</b> 55 rue de Lunéville 02100 SAINT-QUENTIN	
<b>SEMOFI / GEOSOND</b> Etudes géotechniques 565 rue des Vœux Saint-Georges 94290 VILLENEUVE-LE-ROI	



## 4 SITUATION DU PROJET PAR RAPPORT A LA REGLEMENTATION

### 4.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Une demande d'examen au cas par cas concernant l'extension du parc animalier du parc d'Isle a été déposée par la Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois, le 15 novembre 2017.

La DREAL Hauts de France a décidé de soumettre le projet à étude d'impact le 04 janvier 2018. La décision de soumission à étude d'impact est jointe en annexe 2.

### 4.2 APPLICATION DE LA NOMENCLATURE

L'installation projetée est soumise aux rubriques de la nomenclature des ICPE suivantes :

<b>CLASSEMENT AU TITRE DU LIVRE V DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT</b> <b>INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
<b>N°2140 : PRÉSENTATION AU PUBLIC D'ANIMAUX D'ESPÈCES NON DOMESTIQUES.</b>	<b>Régime</b>
Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondant aux activités suivantes : - présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ; - présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code de l'environnement ; - présentation au public d'arthropodes. Nota : sont visées les installations présentes sur un même site au moins 90 jours par an consécutifs ou non et dont l'activité de présentation au public est d'au moins 7 jours par an sur ce site	<b>(A-2)</b>
<b>N°2731. DÉPÔT OU TRANSIT DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX</b>	
Sous-produits animaux (dépôt ou transit de), à l'exclusion des dépôts visés par les rubriques 2171 et 2355, des dépôts associés aux activités des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement, des dépôts de biodéchets au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont visées par les rubriques <b>2101 à 2150</b> , 2170, 2210, 2221, 2230, 2240, 2350, 2690, 2740, 2780, 2781, 3532, 3630, 3641, 3642, 3643 et 3660 de la présente nomenclature 1. Dépôt ou transit de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches et couverts sans manipulation des sous-produits animaux La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg et inférieure à 30 tonnes 2. Autres installations que celles visées au 1 : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg	<b>(A-3)</b> Non concerné, lié à l'activité classée dans la rubrique 2140.



<b>CLASSEMENT AU TITRE DU LIVRE V DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT</b> <b>INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
<b>N°2780. INSTALLATION DE COMPOSTAGE DE DECHETS NON DANGEREUX OU MATIERE VEGTALE, AYANT, LE CAS ECHEANT, SUBI UNE ETAPE DE METHANISATION</b>	<b>Régime</b>
1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j mais inférieure à 75 t/j c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j mais inférieure à 30 t/j	A-1 E D Non concerné : quantité inférieure à 3 t/j
2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j mais inférieure à 75 t/j c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j	A-3 E D Non concerné
3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 75 t/j	A-3 E Non concerné

À noter que le ministère de l'Environnement a annoncé dans un communiqué du 30 mars 2018 un projet de simplification de la nomenclature ICPE. concernant notamment la modification de la rubrique 2140 suivante :

	<b>Désignation de la rubrique</b>	<b>Régime</b>
<b>2140</b>	Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques suivantes : - animaux aquatiques, - espèces figurant dans la liste prévue par l'article R413-6 du Code de l'Environnement, - arthropodes. La quantité totale d'azote produite par les animaux étant : - Supérieure à 20 t/an..... - Supérieure à 2 t/an mais inférieure ou égale à 20 t/an..... <i>Nota</i> : sont visées les installations présentes sur un même site au moins 90 jours par an consécutifs ou non et dont l'activité de présentation au public est d'au moins 7 jours par an sur ce site.	A D Non concerné : quantité inférieure à 2 t/an

Le décret pourrait entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.



Les références à la nomenclature conformément à l'article R214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

N° de Nomenclature	Libellé	Procédure
<b>2.1.5.0.</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : Déclaration	<b>Surface totale du projet : 6 ha 15</b> (pas de bassin versant intercepté) <b>Déclaration</b>
<b>3.2.2.0</b>	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> : Autorisation 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10000 m <sup>2</sup> : Déclaration	Cote de crue centennale estimée sous le terrain naturel <b>Projet non concerné</b>
<b>3.3.1.0.</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha : Autorisation 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha : Déclaration	Absence de zone humide sur les parcelles du projet <b>Projet non concerné</b>





## 5 ARRÊTÉ DU 25 MARS 2004

L'arrêté du 25 mars 2004 est l'arrêté fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Cet arrêté fixe les règles :

- D'organisation générale des établissements,
- De la prévention des accidents,
- Des conduites d'élevage des animaux,
- Des installations de présentation au public des animaux,
- De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des maladies.

Ces points sont abordés dans la note zootechnique jointe au dossier. L'ensemble des équipements, installations seront conformes à l'arrêté. L'organisation du parc répondra également aux exigences de cet arrêté.

La note de dangers et la notice d'hygiène jointe au dossier répondent également à l'article 6 de l'arrêté :

*« Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers [...] doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent. »*

Conformément à l'article 57 de l'arrêté, le parc animalier aura notamment pour but de sensibiliser le public à la protection de la nature et à la conservation des espèces. Des activités pédagogiques et des panneaux d'information permettront de fournir les renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.



## 6 RAISONS DU CHOIX DU PROJET

### 6.1 OBJECTIFS DU PROJET ET RAISONS DU PROJET

Le but du projet est de :

- Valoriser un site naturel au cœur de la ville,
- Diversifier les activités du Parc d'Isle Jacques Braconnier
- Renforcer l'attractivité touristique
- Contribuer à renforcer l'attractivité locale et à impacter positivement l'économie locale du territoire,

Le projet répondra à plusieurs objectifs :

- La valorisation paysagère du parc d'Isle pour permettre de mieux le connecter avec la ville et de réhabiliter la perception du lien ville – marais d'Isle, qui s'est étiolée avec le temps.
- Le respect du bien-être animal, avec l'aménagement de loges et enclos respectueux des modes de vies de espèces présentées
- **La conservation des espaces naturels et des espèces protégées** : le projet s'intégrera de manière respectueuse dans son environnement direct.
- **La sensibilisation et l'information des publics à la préservation de la biodiversité et la connaissance du monde animal, par des outils d'interprétation de qualité et le développement d'ateliers pédagogiques.**

Cette extension s'inscrit dans la continuité du parc actuel en tant que site **d'agrément, de détente et de loisirs**, siège d'animations **pédagogiques** et de **sensibilisation à la protection** de l'environnement, de la faune et de la flore locales et à la conservation des espèces protégées.

Les aménagements prévus visent aussi à valoriser le site actuel.

### 6.2 GESTION DES EAUX

La gestion des eaux usées se fera par différents procédés :

- Zone technique : raccordement au réseau d'assainissement collectif communautaire,
- Fermette : fosses étanches vidangeables,
- Urine et eaux de lavage des boxes quarantaines : fosses étanches vidangeables puis élimination ou traitement de désinfection.

Le choix de ces solutions est justifié par la sensibilité du milieu naturel (proximité immédiate d'une zone Natura 2000 et d'une Réserve Naturelle Nationale). Ces solutions permettant d'éviter tout transfert de polluant vers les eaux superficielles et souterraines.

La gestion des eaux pluviales se fera exclusivement par infiltration (tranchées d'infiltration, structure drainante des voiries nouvelles, parking végétalisé), permettant d'éviter tout rejet vers les eaux superficielles et les zones naturelles sensibles à proximité.

### 6.3 GESTION DES DEJECTIONS ANIMALES

Le choix s'est porté vers un compostage des déjections animales sur site. Cette solution permettra de valoriser le compost dans le cadre de l'entretien des espaces vert du site.



## 7 FICHE DE COMPLÉTUDE DU DOSSIER D'AUTORISATION

### 7.1 FICHE D'ANALYSE DE LA REGULARITE DU DOSSIER D'AUTORISATION

<b>1° Le nom du demandeur</b>	
<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 3.1</b>
<b>L'adresse du demandeur</b>	
<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 3.1</b>
<b>2° L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés</b>	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 1.1</b>
<b>3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activités envisagés</b>	
<b>3 – Projet technique</b>	
<b>La ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés</b>	
<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 4.2</b>
<b>4° Un document</b>	
<b>4 – Étude d'impact</b>	
a) Indiquant les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, du projet sur le ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution, ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
b) Comportant, lorsque le projet est de nature à affecter de façon notable un site Natura 2000 au sens de l'article L.414-4, l'évaluation de ses incidences au regard des objectifs de conservation du site.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.3.2. + annexe 7 « Étude incidence Natura 2000 AREA Conseil »</b>
c) Justifiant le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le Schéma Directeur ou le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L.211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D211-10	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 3.1 et 3.2.</b>
d) Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
<b>Les informations que doit contenir ce document peuvent être précisées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement</b>	
<b>1 – Document administratif</b>	<b>Annexe 2 – Réponse à la demande d'examen cas par cas</b>



Lorsqu'une étude d'impact ou une notice d'impact est exigée en application des articles R122-5 à R122-9, elle est jointe à ce document qu'elle remplace si elle contient les informations demandées

**4 – Étude d'impact**

**paragraphe 2.**

5° Les moyens de surveillance prévus et, si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident.

**4 – Étude d'impact**

**paragraphe 11.**

**5 – Étude de danger**

6° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment celles mentionnées aux 3° et 4°

**8 – Plans et annexes**

**Autres plans et figures : présents dans les paragraphes concernés**



## 7.2 FICHE D'ANALYSE DE LA COMPLETUDE DU DOSSIER D'ENVIRONNEMENTALE

<b>Personne morale</b>	<b>Dénomination ou raison sociale</b>
	<b>Forme juridique</b>
	<b>Numéro SIRET</b>
	<b>Adresse du siège social</b>
	<b>Qualité du signataire de la demande</b>
<b>1 - Dossier administratif</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 3.1</b></span>	
<b>Mention du lieu où le projet doit être réalisé</b>	
<b>4 - Étude d'impact</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 1.1</b></span>	
<b>Projet de situation du projet à l'échelle 1/25 000 ou à défaut au 1/50 000 indiquant son emplacement</b>	
<b>4 - Étude d'impact</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 1.1</b></span> <b>8 - Documents techniques</b> <span style="float: right;"><b>annexe 1</b></span>	
<b>Document attestant que le pétitionnaire est propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit</b>	
<b>4 - Étude d'impact</b> <span style="float: right;"><b>Annexe 1</b></span>	
<b>DESCRIPTION</b>	<b>Nature et volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou des travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédures mise en œuvre.</b>
	<b>3 - Projet technique</b>
	<b>Rubrique de la nomenclature</b>
	<b>1 - Dossier administratif</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 4.2</b></span>
	<b>Moyens de suivi et de surveillance</b>
	<b>4 - Étude d'impact</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 11.</b></span> <b>5 - Étude de danger</b>
	<b>Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident</b>
	<b>5 - Étude de danger</b>
	<b>Conditions de remise en état après exploitation et le cas échéant la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées.</b>
<b>4 - Étude d'impact</b> <span style="float: right;"><b>paragraphe 7</b></span>	
<b>Étude d'impact</b>	
<b>4 - Étude d'impact</b>	
<b>Décision d'examen au cas par cas</b>	
<b>1 - Dossier administratif</b> <span style="float: right;"><b>Annexe 2</b></span>	
<b>Note de présentation non technique</b>	
<b>2 - Note de présentation non technique</b>	



### 7.2.1 Étude d'impact

Description de l'état actuel du site et de son environnement	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 1.</b>
Détermination des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes, du projet sur le ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
Présentation des mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs du projet, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
Proposition de mesures de suivi	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 11.</b>
Indication des conditions de remise en état du site après exploitation.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 7.</b>
Résumé non technique	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>Annexe 23</b>
Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives.	
<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 6.</b>
Justification, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 3.1 et 3.2</b>
Justification, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec les dispositions du plan de gestion des risques inondation, mentionné à l'article L566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D211-10.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.7.2</b>
Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou plusieurs sites Natura 2000, une évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R414-23.	
<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.3.2</b> <b>+ annexe 7 « Étude incidence Natura 2000 AREA Conseil »</b>



### 7.3 FICHE D'ANALYSE DE LA COMPLETUDÉ POUR UNE INSTALLATION CLASSEE

N°	Information	Réf. CE	Description
<i>Informations communes</i>			
1	Identité du demandeur	R181-13 1°	Personne physique : Nom, prénoms, date de naissance et adresse de la personne morale : Dénomination ou raison sociale, forme juridique, SIRET, adresse siège social, qualité du signataire de la demande
<b>Obligatoire</b>		<b>1 - Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 3.1</b>
2	Lieu du projet	R181-13 2°	Mention du lieu Plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000 ou 1/50 000 indiquant l'emplacement
<b>Obligatoire</b>		<b>4 - Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 1.1</b>
3	Propriété du terrain	R181-13 3°	Document attestant : propriété ou droit d'y réaliser le projet ou procédure pour y conférer le droit
<b>Obligatoire</b>		<b>4 - Étude d'impact</b>	<b>annexe 1</b>
4	Description du projet	R181-13 4°	Nature et volume de l'activité envisagée ;
			Modalités d'exécution et de fonctionnement ;
			Procédés mis en œuvre ;
			<b>Obligatoire</b> <b>3 - Projet technique</b> <b>4 - Étude d'impact</b>
			Indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève ;
			<b>Obligatoire</b> <b>1 - Dossier administratif paragraphe 4.2</b>
			Moyens de suivi et de surveillance ;
			<b>Obligatoire</b> <b>4 - Étude d'impact paragraphe 11</b> <b>5 - Étude de danger</b>
			Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ;
			<b>Obligatoire</b> <b>5 - Étude de danger</b>
			Conditions de remise en état du site après exploitations,
			<b>Obligatoire</b> <b>4 - Étude d'impact paragraphe 7</b>
			Nature, origine et volume des eaux utilisées ou affectées.
			<b>Obligatoire</b> <b>4 - Étude d'impact paragraphe 2.5.2.1</b>



5	ou	Étude d'impact	ou	R181-13 5°	conforme aux articles R122-2 et R122-3-. puis points 20 et suivants
		Étude d'incidences et décision de l'examen cas par cas		R181-13 6°	justification de non soumission à étude d'impact émise par l'Autorité
					environnementale conforme à l'article R181-14-.puis points 40 et suivants
Obligatoire - Étude d'impact			4 - Étude d'impact		
6	Représentations graphiques		R181-13 7°	éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier	
Facultatif			8 - Plans et annexes		
7	Note de présentation non technique		R181-13 8°	indépendante du résumé non technique (point 20 ou 45)	
Obligatoire			2 - Note de présentation non technique		
8	Procédés, matières et produits fabriqués		D181-15-2 I 2°	de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation	
Obligatoire			4 - Étude d'impact paragraphe 2.5.4		
9	Capacités techniques et financières		D181-15-2 I 3°	dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir	
Obligatoire			1 - Dossier administratif Annexe 1		
10	Plan d'ensemble		D181-15-2 I 9	à l'échelle de 1/200 (une échelle réduite peut être admise)	
Obligatoire			8 - Plans et annexes		
11	Étude de dangers		D181-15-2 I 10		
Obligatoire			5 - Étude de danger		
12	Contenu de l'étude de danger		D181-15-2 III	nature et l'organisation des moyens de secours	
				résumé non technique	
Obligatoire			5 - Étude de danger paragraphe 3 Annexe 2 : Résumé non technique		





<i>Contenu de l'étude d'impact</i>			
20	Résumé non technique des informations	R122-5 II 1°	peut faire l'objet d'un document indépendant Indépendant de la note de présentation non technique (point 7)
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>Annexe 23</b>
21	Description du projet	R122-5 II 2°	<ul style="list-style-type: none"> <li>– description de la localisation du projet ;</li> <li>– description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de constructions et de fonctionnement</li> <li>– description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;</li> <li>– estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.</li> </ul>
<b>Obligatoire</b>		<b>3 – Projet technique</b> <b>8 – Plans et annexes</b>	
22	État actuel de l'environnement et R122-5 son évolution probable	II 3°	description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet, dénommée " scénario de référence ", et un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 1.</b>
23	Description des facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet	R122-5 II 4°	population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et paysage
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 1.</b>



24	Incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement	R122-5 II 5°	<p>résultant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;</li> <li>- l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;</li> <li>- l'émission des polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;</li> <li>- risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement</li> <li>- cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées ;</li> <li>- incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;</li> <li>- technologies et des substances utilisées</li> </ul>
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
25	Incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement	R122-5 II 6°	résultant de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné.
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
26	Solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage	R122-5 II 7°	fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine
<b>Obligatoire</b>		<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 6.</b>
27	Mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour éviter, réduire, compenser les effets notables du projet	R122-5 II 8°	<p>pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;</li> <li>- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits.</li> </ul>
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 2.</b>
29	Description des méthodes de prévision ou des éléments probants	R122-5 II 10°	utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement
<b>Obligatoire</b>		<b>4 – Étude d'impact</b>	<b>paragraphe 10.</b>
30	Noms du ou des maîtres d'œuvre du dossier	R122-5 II 11°	noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation
<b>Obligatoire</b>		<b>1 – Dossier administratif</b>	<b>paragraphe 3.3.</b>



# ANNEXES



---

## **ANNEXE 1 DELIBERATION POUR LE PROJET DU PARC ANIMALIER**

---



---

## **ANNEXE 2 REPONSE A LA DEMANDE D'EXAMEN CAS PAR CAS**

---